

## Résolution du Conseil National d'Arménie Occidentale

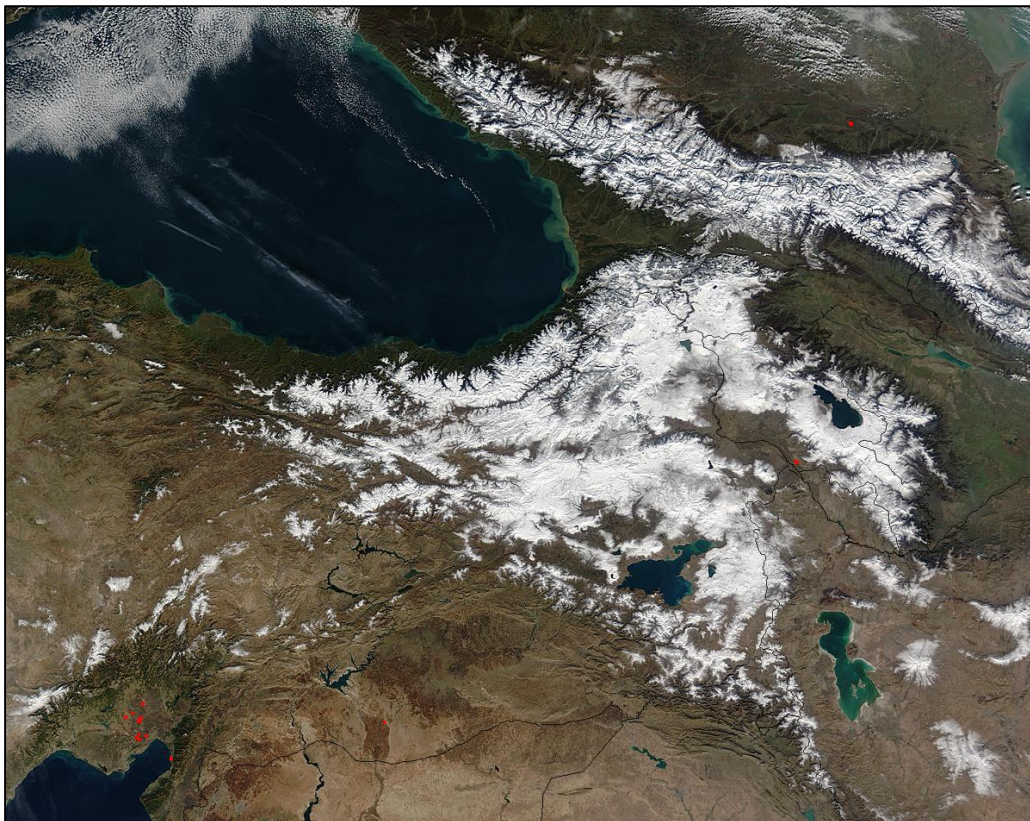
### Commission Nationale du Patrimoine d'Arménie Occidentale

#### **La Turquie doit rendre les églises et cimetières arméniens à leur véritable propriétaire**

Paris, le 06 mars 2011

Le génocide subi par le peuple arménien de 1894 à 1923 perpétré par les gouvernements successifs de la Turquie ottomane est clairement établi par les preuves irréfutables détenues dans les archives officielles en France, en Allemagne, en Italie, en Autriche, au Royaume-Uni, au Canada, aux Etats-Unis et dans d'autres pays du globe.

Outre la mort et de plus de deux millions de personnes, l'expropriation des biens de toute la population arménienne, l'exil de près 1.000.000 Arméniens a également entraîné la ruine du patrimoine arménien, ainsi que la quasi disparition du mode de vie de cette population et de sa contribution essentielle à la culture occidentale et à la civilisation mondiale.





Le programme d'éradication de la population arménienne sur le territoire historique de leur patrie, aujourd'hui toujours occupé par la République de Turquie, a anéanti plus des deux tiers des Arméniens ; des milliers d'églises, de monastères et d'autres trésors religieux et laïcs du patrimoine architectural européen ont été détruits ou sont tombés en ruine.

Bien que la Turquie n'ait cessé de nier officiellement le génocide et les expropriations qui l'ont accompagné, prétendant officiellement, dans le cadre de l'ONU, que les Arméniens n'ont jamais existé en Arménie Occidentale, l'église arménienne de la Sainte-Croix, située sur l'île d'Akhtamar au milieu du lac de Van, a été récemment restaurée, ce qui représente une heureuse exception à la règle.

Le déclenchement de cette nouvelle politique de restauration des monuments arméniens par le gouvernement turc vient du fait des interventions depuis 2006, du Conseil National d'Arménie Occidentale auprès des instances onusiennes dans le cadre de la défense des droits des peuples autochtones, tout le monde la bien compris.

**Province de Van - Akhtamar : Eglise de la Sainte Croix située sur l'île d'Akhtamar du lac de Van - dimanche 19 septembre 2010.**



Il convient toutefois de rappeler que les autorités turques avaient interdit l'installation d'une croix au sommet de l'édifice. La Sainte-Croix demeure ainsi privée de croix et, convertie en musée, l'église est fermée à la prière, au culte et aux cérémonies religieuses.

**Province de Kars : Prière musulmane dans la célèbre cathédrale arménienne d'Ani, à grand renfort de symboles ottomans – 1<sup>er</sup> octobre 2010**



**Province d'Anatolie - L'église arménienne d'Eskisehir devrait devenir un centre culturel – 27 octobre 2010**



Une église arménienne située dans le district de Sivrihisar dans la province centrale d'Eskisehir en Anatolie doit être rénovée et métamorphosée en un centre culturel a déclaré Fikret Arslan maire de Sivrihisar.

**Province de Dikranagert – Diyarbakir ,–Ressuscitant le souvenir de la présence arménienne dans ce qui est l'Arménie occidentale, les ouvriers à Diyarbakir finalisent les derniers détails du projet de 3,5 millions de dollars de restauration de ce qui fut un jour l'une des plus grandes églises du Moyen Orient, l'église Saint Guiragos.**



## La situation des cimetières arméniens en Arménie Occidentale



*Rappelant* la Résolution du Conseil National d'Arménie Occidentale du 1<sup>er</sup> novembre 2005

*Rappelant* la Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe: Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. La Haye, 18 octobre 1907, art.55 et art.56.

*Rappelant* la déclaration de la Triple-Entente (France – Russie – Grande-Bretagne) du 24 mai 1915 concernant l'intentionnalité et la récidive d'extermination de la population arménienne dans les provinces de l'Arménie Occidentale.

*Rappelant* la signature du traité de Sèvres par les Instances Internationales du 24 avril 1920, suivi de la remise à signature à la Turquie le 11 mai 1920 et suivi par la signature du traité de Sèvres par la Turquie le 10 août 1920.

*Rappelant* la Sentence arbitrale du Président W. Wilson du 22 novembre 1920, sur les frontières de l'Arménie Occidentale.

*Rappelant* la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 de l'ONU (Organisation des Nations Unies) portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

**Rappelant que la Turquie fait partie des Etats signataires de la Déclaration Internationale sur les droits des Peuples Autochtones, qui précise entre autre les éléments suivants :**

*Affirmant également* que tous les peuples contribuent à la diversité et à la richesse des civilisations et des cultures, qui constituent le patrimoine commun de l'humanité,

*Préoccupée* par le fait que les peuples autochtones ont subi des injustices historiques à cause, entre autres, de la colonisation et de la dépossession de leurs terres, territoires et ressources, ce qui les a empêchés d'exercer, notamment, leur droit au développement conformément à leurs propres besoins et intérêts,

*Consciente* de la nécessité urgente de respecter et de promouvoir les droits intrinsèques des peuples autochtones, qui découlent de leurs structures politiques, économiques et sociales et de leur culture, de leurs traditions spirituelles, de leur histoire et de leur philosophie, en particulier leurs droits à leurs terres, territoires et ressources,

*Convaincue* que le contrôle, par les peuples autochtones, des événements qui les concernent, eux et leurs terres, territoires et ressources, leur permettra de perpétuer et de renforcer leurs institutions, leur culture et leurs traditions et de promouvoir leur développement selon leurs aspirations et leurs besoins,

*Considérant* que le respect des savoirs, des cultures et des pratiques traditionnelles autochtones, contribue à une mise en valeur durable et équitable de l'environnement et à sa bonne gestion,

*Soulignant* la contribution de la démilitarisation des terres et territoires des peuples autochtones à la paix, au progrès économique et social et au développement, à la compréhension et aux relations amicales entre les nations et les peuples du monde,

#### *Article 11*

1. Les peuples autochtones ont le droit d'observer et de revivifier leurs traditions culturelles et leurs coutumes. Ils ont notamment le droit de conserver, de protéger et de développer les manifestations passées, présentes et futures de leur culture, telles que les sites archéologiques et historiques, l'artisanat, les dessins et modèles, les rites, les techniques, les arts visuels et du spectacle et la littérature.

2. Les États doivent accorder réparation par le biais de mécanismes efficaces – qui peuvent comprendre la restitution – mis au point en concertation avec les peuples autochtones, en ce qui concerne les biens culturels, intellectuels, religieux et spirituels qui leur ont été pris sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, ou en violation de leurs lois, traditions et coutumes.

#### *Article 12*

1. Les peuples autochtones ont le droit de manifester, de pratiquer, de promouvoir et d'enseigner leurs traditions, coutumes et rites religieux et spirituels ; le droit d'entretenir et de protéger leurs sites religieux et culturels et d'y avoir accès en privé ; le droit d'utiliser leurs objets rituels et d'en disposer ; et le droit au rapatriement de leurs restes humains.

2. Les États veillent à permettre l'accès aux objets de culte et aux restes humains en leur possession et/ou leur rapatriement, par le biais de mécanismes justes, transparents et efficaces mis au point en concertation avec les peuples autochtones concernés.

**En sa qualité d'Etat membre de l'ONU et signataire de la déclaration le 13 septembre 2007, la Turquie est soumise au respect scrupuleux de l'ensemble des engagements et obligations qui en découlent ; par ailleurs, elle ambitionne depuis longtemps de parvenir à une adhésion définitive à l'Union européenne.**

**Elle est, notamment, partie à la Convention culturelle européenne et à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe.**

**Compte tenu de ce qui précède, et compte tenu du rapport transmis à l'ONU, le 24 avril 2010, rappelant la constitution d'une Commission consultative internationale dans le cadre de la Société des Nations en 1928 – 1929 sur la situation des réfugiés arméniens et de la confiscation de leurs biens matériels et spirituels, mettant directement en cause la loi turque en date du 15 avril 1923, dite loi « des biens abandonnés », qui a décidé la confiscation générale de tous les biens des Arméniens absents du pays, quels que fussent la date, le motif et les conditions de leur départ, et a rendu impossible toute procuration donnée par les absents ;**

Qu'en août 1926, le Gouvernement d'Angora (Ankara) a rendu publique sa décision de garder toutes les propriétés confisquées avant l'entrée en vigueur du Traité de Lausanne, c'est-à-dire le 6 août 1924, et de ne restituer aux ayants droit que les propriétés confisquées après cette date et cela même à la condition expresse qu'il n'aurait pas eu soi-disant connaissance de l'existence des Arméniens avant cette date ;

Que cette dernière condition prive la déclaration turque de toute valeur pratique, le Gouvernement turc pouvant toujours alléguer qu'il n'avait pas eu connaissance, avant la date du 6 août 1924, de l'existence d'un bien abandonné ;

Que, par ailleurs, la distinction même faite entre les propriétés confisquées avant la date du 6 août 1924 et celles confisquées postérieurement à cette date est inadmissible, un Etat ne pouvant, ni en raison ni en bonne foi, se réserver de détruire, par des mesures prises avant la mise en vigueur du traité, les garanties que ce traité apporte à la propriété privée ; donnée de simple logique qu'il serait aisé de confirmer par l'expérience suivante : quand, aux traités de Saint-Germain et Trianon, les Puissances alliées ont posé, comme principe, d'accorder, en pays cédé, aux ressortissants de l'Etat cédant, à la date de la mise en vigueur du Traité de Paix, l'immunité des mesures exceptionnelles de guerre ou de disposition, les articles 267 Saint-Germain et 250 Trianon ont pris soin de déclarer que cette disposition porterait effet rétroactif depuis le moment où la première d'entre elles aurait été prise jusqu'à la mise en vigueur du traité (1) et cette déclaration est venue comme la conséquence nécessaire du principe.

**Le Conseil National d'Arménie Occidentale et le Gouvernement d'Arménie Occidentale invite la Turquie à prendre les mesures suivantes, conformément à ses obligations internationales et à l'identité européenne à laquelle elle aspire :**

**1** - en s'inspirant de l'admirable exemple d'intégrité et de conduite donné par la République fédérale d'Allemagne au cours de l'après-guerre, de regarder l'histoire en face et de reconnaître enfin la réalité toujours présente du génocide des Arméniens et des expropriations qui l'ont accompagné, de procéder aux restitutions qui conviennent à un pays européen et de parvenir ainsi, en suivant la voie de la vérité, à la réconciliation ;

**2** - d'offrir des perspectives d'avenir et de fournir un plan d'action dignes d'une Turquie véritablement et pleinement européenne, qui comprennent le règlement complet des questions relatives à la liberté d'expression et à l'évocation du génocide par l'Etat, la société et le système éducatif, à la liberté de conscience, ainsi qu'à la restauration des édifices religieux et autres sites culturels et à leur restitution au Conseil National d'Arménie Occidentale ;

**3** - notamment, de procéder en toute bonne foi de la prise en compte du rapport officiel de la Commission Nationale du Patrimoine des autorités d'Arménie Occidentale sur l'inventaire intégré du patrimoine culturel arménien et autre détruit ou tombé en ruine au cours du siècle dernier, en s'appuyant sur celui-ci pour élaborer une stratégie de restauration prioritaire et de restitution des capitales, églises, châteaux forts, cimetières et autres trésors de l'Antiquité et du Moyen Age situés en Arménie Occidentale, et de rendre pleinement opérationnels les établissements culturels et religieux précités ;

**4** - Recommande avec insistance à la Commission Nationale du Patrimoine d'Arménie Occidentale de préparer et de solliciter dans les meilleurs délais l'inscription à l'UNESCO de plusieurs sites archéologiques arméniens, en particulier le site d'Ani, capitale de l'Arménie historique aujourd'hui en Arménie Occidentale.

**Le Conseil National d'Arménie Occidentale invite également le Commission Nationale du Patrimoine d'Arménie Occidentale, dans le cadre du respect des engagements et obligations de la Turquie, à accorder une attention constante à la reconnaissance, la restauration ainsi que du suivi de la restitution de notre patrimoine, comme le propose la présente résolution.**

Arménag APRAHAMIAN  
Président du Conseil National d'Arménie Occidentale

Tigran PASHABEZYAN  
Premier ministre du gouvernement en exil d'Arménie Occidentale

---

**Conseil National d'Arménie Occidentale**

BP 61 – 92224 Bagneux Cedex  
[stat.gov.wa@haybachdban.org](mailto:stat.gov.wa@haybachdban.org)